

François Hollande et l'Afrique : une absence d'approche globale

Régis Marzin, Paris, pour Tribune d'Afrique, 7 juillet 2017, publié sur R*E le 26 juillet 2017

Résumé du dossier « Politique africaine de la France, le bilan du quinquennat de François Hollande : une absence d'approche globale », Régis Marzin, 17 mai 2017, 33 pages

<https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/05/17/politique-africaine-de-la-france-sous-francois-hollande-une-absence-dapproche-globale>

Pendant la campagne de la présidentielle française de 2017, un débat s'est finalement développé sur la politique africaine de la France, apportant des éléments de comparaison entre les programmes, beaucoup plus qu'en 2012¹. Puis, le ralliement de **Jean-Yves Le Drian** à **Emmanuel Macron**, sa nomination au poste de Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a été compris comme synonyme de la poursuite d'une politique africaine dans la ligne du précédent quinquennat. Cela a été confirmé par le ralliement de nombreux conseillers liés à la période précédente, comme **Lionel Zinsou**. Cette continuité affichée ou les rectifications qui s'observeront tout de même se comprendront bientôt au regard des critiques principales de la politique africaine du président sortant et des précédents gouvernements.

2012 : alliance, hésitations et inexpérience

Au printemps 2012, **François Hollande**, **Laurent Fabius**, **Jean-Yves Le Drian**, **Jean-Marc Ayrault** sont inexpérimentés en politique africaine. Le second semestre 2012 a été une période de rodage, de discours et d'actes contradictoires. **Laurent Fabius** venait, fin 2011, d'aller saluer les présidents **Faure Gnassingbé** et **Ali Bongo** et sa nomination aux Affaires étrangères allait dans le sens d'une stabilité avec les dictatures.

Le 22 janvier 2012, le candidat « normal » promettait de « ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris »². Fin avril, il osait : « Je n'accepterai pas des élections qui auraient été frauduleuses, où que ce soit »³. Quand le 5 juillet 2012, arrive **Ali Bongo** à l'Élysée, les conseillers de **François Hollande** trouvent sur leur bureau une pétition signée par 60 000 personnes, contre la venue du dictateur⁴. Le gouvernement semble alors devoir tenir compte des démocrates africains. L'Élysée effectue quelques signaux dans ce sens, par exemple au Congrès du PS où sont invités **Jean-Pierre Fabre** et l'ANC du Togo⁵. En octobre, **François Hollande** snobe ensuite **Joseph Kabila** au Sommet de la francophonie à Kinshasa.

Entre mai 2012 et mars 2014, le gouvernement agit dans le cadre d'une alliance avec Europe Ecologie les Verts. L'écologiste **Pascal Canfin** est ministre délégué au Développement. Sous le gouvernement **Ayrault**, quelques idées nouvelles sont mises en application grâce aux écologistes, dans le domaine économique. **Pascal Canfin** au profil d'économiste ne pèse pas dans le débat sur la démocratie. Pendant deux ans, **Laurent Fabius** et **Jean-Yves Le Drian** ne feront rien pour que les écologistes puissent se sentir à l'aise avec leur politique étrangère. Dès le départ, il y a débat entre partisans d'une rupture avec les dictatures et tenants d'un réalisme diplomatique, qui aboutit à un compromis géré solitairement par **Pascal Canfin**. La partie du PS attachée à la démocratie et le parti EELV ne trouveront jamais comment relancer le débat.

Jusqu'à fin 2012, **François Hollande** hésite mais commence à trouver un style. Il s'inquiète de l'ingérence et pendant 5 ans, il prendra des précautions pour éviter les accusations d'atteinte à la souveraineté des États.

¹ <https://electionsafrique.wordpress.com/2016/12/19/politique-francaise-en-afrique-10-questions-aux-candidats-de-la-presidentielle/>

² <http://www.luiipresident.fr/engagement/invitation-dictateurs-paris-393>

³ 6.5.16, <https://blogs.mediapart.fr/pascalboniface/blog/060516/hollande-l-africain-3-questions-christophe-boisbouvier>

⁴ <http://regismarzin.blogspot.fr/2012/07/5-juillet-2012-paris-les-media-francais.html>

⁵ <http://www.ancetogo.com/lanc-au-congres-du-parti-socialiste-ps-francais-a-toulouse-8940>. Est aussi présent Martin Ziguélé de RCA

2013 : interventions militaires et alliance avec Idriss Déby

Fin 2012, débute la guerre au Nord du Mali. Influencé par les militaires⁶, le général Benoît Puga⁷ et l'Amiral Guillaud⁸, le 5 décembre, **François Hollande** reçoit **Idriss Déby**⁹ pour envisager une réaction contre les groupes djihadistes et indépendantistes pro-Azawad. A partir de 2010, Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) retient plusieurs otages français et leur libération est une priorité. L'Elysée décide d'assassinats ciblés¹⁰.

Déclenchant l'opération Serval, **François Hollande** met en avant l'absence d'intérêts, l'accord avec l'Onu, la liberté et la démocratie au Mali, sans insister sur les arrestations d'opposants au Tchad¹¹. Arrivant elle-aussi au Mali, l'armée tchadienne est présentée comme l'une des seules armées africaines capables de se battre. Le 14 juillet 2013, elle défile sur les Champs-Élysées : il est évident que **François Hollande** sacrifie pour le Mali, les possibilités de pression sur les dictateurs et qu'il oublie les droits humains et la démocratie.

Les 6 et 7 décembre 2013, au « Sommet de l'Elysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique », participent 53 délégations de pays africains. L'effacement des questions de démocratie et d'Etat de droit s'observe clairement¹². Il se discute de Paix et Sécurité, de Développement et de Climat. Ces 3 points correspondront assez bien aux priorités du quinquennat. Le conseiller Afrique **Thomas Mélonio**, va jusqu'à feindre de croire que les dictatures n'existent plus¹³. L'Elysée tente en 2013 une réhabilitation internationale d'**Idriss Déby**, l'un des pires dictateurs des ex-colonies françaises¹⁴. En octobre 2013, l'allié des français obtient un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'Onu.

L'alliance avec le chef d'Etat tchadien est à partir de 2013 au centre de la politique française. L'opération Barkhane, lancée le 1^{er} août 2014, composée de 4 000 hommes, prend la suite des opérations Serval et Épervier. Son siège est à Ndjaména et **Jean Yves Le Drian** s'affiche proche du président tchadien. Les socialistes qui exigeait la justice après la disparition de **Ibni Oumar Mahamat Saleh** en 2008 se taisent.

Priorité aux actions militaires et revirement en Centrafrique

En 2014, le ministre de la défense, **Jean-Yves Le Drian**, est surnommé « ministre de l'Afrique ». Les journalistes Lénéïg Bredoux et Clément Fayol commentent¹⁵ : « À l'Élysée comme au gouvernement, ce sont les militaires qui ont pris la main. À tu et à toi avec les chefs d'État du continent, **Jean-Yves Le Drian** a vite été identifié comme l'interlocuteur privilégié des Africains, d'où le surnom évocateur de « ministre de l'Afrique », en remplacement du ministre des affaires étrangères **Laurent Fabius**. Par glissement progressif et pour combler un vide, plutôt que par stratégie préétablie. »

En mars 2013, en Centrafrique, **François Bozizé** perd la guerre contre les rebelles de la Séléka soutenus par **Idriss Déby**. Les français, témoins, laissent faire, alors que le pouvoir devient sans légitimité aucune et associé à une minorité vue de manière religieuse. Les raisons de ce silence restent mystérieuses. Parmi les

⁶ <https://regismarzin.blogspot.fr/2017/02/4-fevrier-2017-paris-pantin-tchad-9e.html>

⁷ Lénéïg Bredoux, 19.7.14 Hollande au Tchad : comment Idriss Déby est redevenu le meilleur ami de la France, <https://www.mediapart.fr/journal/international/190714/hollande-au-tchad-comment-idriss-deby-est-redevenu-le-meilleur-ami-de-la-france?onglet=full>

⁸ <https://electionsafrique.wordpress.com/2013/12/16/tchad-2013-la-rehabilitation-impossible-dun-dictateur-notoire-dinformation/>

⁹ <http://www.jeuneafrique.com/139049/politique/france-tchad-ce-que-hollande-et-d-by-se-sont-dit-paris/>

¹⁰ http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/01/04/francois-hollande-et-le-permis-de-tuer_5057277_1653578.html,

<http://www.bfmtv.com/politique/la-france-a-mene-une-quarantaine-d-assassinats-cibles-contre-des-jihadistes-depuis-2013-1077949.html>

¹¹ http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2013/05/11/arrestations-au-tchad-le-silence-regrettable-de-paris_3175647_3208.html

¹² <http://www.elysee.fr/declarations/article/la-declaration-finale-du-sommet-de-l-elysee-pour-la-paix-et-la-securite-en-afrique/>

¹³ Interpellé par le journaliste béninois Max Savi Carmel du Togo, du journal Tribune d'Afrique

¹⁴ Tchad 2013 : la réhabilitation impossible d'un dictateur notoire, dans le cadre du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, 15.12.13, <https://electionsafrique.wordpress.com/2013/12/16/tchad-2013-la-rehabilitation-impossible-dun-dictateur-notoire-dinformation/>

¹⁵ Lénéïg Bredoux et Clément Fayol, 11.1.16, <https://www.mediapart.fr/journal/international/110116/l-afrique-de-hollande-donne-le-premier-role-aux-militaires?onglet=full>

hypothèses¹⁶, apparaissent la volonté de ne pas déranger l'alliance entre armées française et tchadienne pendant la guerre au Mali, la considération d'une influence soudanaise en Centrafrique dans la Séléka au travers d'un accord implicite entre **Idriss Déby** et **Omar El-Béshir** et alors que cette influence soudanaise restait dominée par l'influence tchadienne, et, bien sûr, le fait de permettre à d'**Idriss Déby** d'éviter une attaque de rebelles depuis la RCA comme seconde étape d'un plan de rebelles tchadiens venant du Soudan.

Fin 2013, la guerre civile reprend quand se rebelle une partie de la population, au sein des anti-balakas. La menace de massacre de masse de personnes vues comme musulmanes implique une réaction internationale en vertu de la Responsabilité de protéger. **Idriss Déby** est mis en accusation comme parrain de la Séléka, et la présence de troupes tchadiennes devient une des causes de la guerre civile. L'armée française intervient en urgence le 5 décembre 2013 par l'opération Sangaris, pour stopper le conflit au plus tôt.

La situation continue de dégénérer. Le 14 février 2014, **François Hollande** convoque **Idriss Déby** pour lui imposer le remplacement des troupes tchadiennes par les Casques bleus. Ce même jour, l'armée française change de Chef d'Etat-major : l'**amiral Guillaud**, qui a dirigé les opérations en Libye, en Côte d'Ivoire, au Mali, puis en RCA, est « atteint par la limite d'âge »¹⁷ et est remplacé par le général **Pierre de Villiers**. L'alliance avec le tyran tchadien déstabilisateur de la Centrafrique a pris du plomb dans l'aile. **François Hollande** se rend au Tchad pour le démarrage de Barkhane le 19 juillet 2014, puis **Jean-Yves Le Drian** assure la liaison.

En RCA, une vraie transition vers la démocratie devient possible suite à la perte d'influence tchadienne. Il n'y a plus de dictateur sortant, ni d'influence de dictateur voisin, ni de rebelles minoritaires confisquant le pouvoir. La transition est ralentie par le maintien de troupes rebelles et la destruction des services de l'Etat. **Laurent Fabius** tente d'obtenir une date rapide pour les élections, pour accélérer le départ de Sangaris, en méprisant la qualité de la transition démocratique.

La focalisation sur le terrorisme dans le Sahel a failli faire évoluer la Centrafrique vers un désastre. **François Hollande** a réussi à corriger une erreur majeure. Cette erreur probable et grave puis sa correction pour éviter un massacre de masse, font partie de son bilan. Ce qui a failli arriver, sans être arrivé, ne doit pas être oublié.

Poids structurel de l'armée française en question ?

A l'Onu, en septembre 2015, **François Hollande** insiste sur la formation des armées africaines¹⁸ « D'ici à 2020, 80 000 soldats africains ». Au niveau européen, à partir du 'Sommet de La Valette sur la migration' de novembre 2015, la priorité passe sur les migrants en Libye. Les aspects militaires sont importants, avec l'opération navale Sophia, mais l'approche européenne et celle des Nations-Unies est globale, avec des négociations politiques et un volet humanitaire.

Le budget de la Défense est resté stable sur le quinquennat¹⁹, passant de 31,4 à 32,7 milliards d'euros par an. Le **Général Vincent Desportes** se plaint le 21 décembre 2016 : « Jamais un gouvernement n'aura autant sacrifié le futur au profit du présent... » En termes d'effectif, le Sahel pèse beaucoup. Le 12 mars 2017, l'Etat-Major annonce 4000 soldats dans Barkhane, 350 au Sénégal, 950 en Côte d'Ivoire, 350 au Gabon, 1450 à Djibouti et 100 marins dans Sofia en Méditerranée, 200 dans Atalante au large de la Somalie, et 250 dans Corymbe dans le golfe de Guinée²⁰.

¹⁶ Influence et implication d'Idriss Déby en Centrafrique de mi-2012 à janvier 2014, RMarzin pour le Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique, 5.3.14, <https://electionsafrique.wordpress.com/2014/03/05/influence-et-implication-didriss-deby-en-centrafrique-de-mi-2012-a-janvier-2014/>

¹⁷ Ibid, Régis Marzin, 5.3.14, <https://electionsafrique.wordpress.com/2014/03/05/influence-et-implication-didriss-deby-en-centrafrique-de-mi-2012-a-janvier-2014/>

¹⁸ <http://www.rfi.fr/afrique/20150929-francois-hollande-onu-missions-paix-afrique-propre-securite>

¹⁹ http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/29/le-ministere-de-la-defense-a-perdu-20-de-son-budget-depuis-vingt-cinq-ans_4625187_4355770.html

²⁰ <https://twitter.com/EtatMajorFR?t=1&cn=ZmxleGlibGVfcmVjc18y&refsrc=email&iid=f88d9928539d4bf3832a88812fd634e0&uid=830520928287203328&nid=244+281088013>

Les Accords de défense ont été revus sous **Sarkozy** pour éviter de devoir intervenir pour sauvegarder un régime. Il est clair que sous **Hollande**, la justification des interventions s'est renouvelée, autour de la prévention des guerres, des crimes de masses, du terrorisme, de la sécurité de l'Europe, du contrôle des migrations et des interventions humanitaires. Ce qui continue de poser problème, c'est la coopération militaire avec les dictatures, en particulier dans la formation des soldats, qui continue dans des pays comme la Guinée Equatoriale²¹. Que va devenir l'armée française au Gabon après deux coups d'Etat électoraux ?

La priorité est passé à la formation des armées africaines, pour qu'elles puissent assurer les missions de maintien de la paix de l'Onu ou de l'Ua. 2016 a été marqué par le conflit entre l'Ue et le Burundi sur le paiement des forces burundaises en Somalie²². L'Ue tient ici compte de la nature des régimes alors que **François Hollande** n'a pas passé ce cap.

La logique de formation au maintien de la paix des armées africaines bloque sur la nature des régimes. L'armée tchadienne, formée par l'armée française, est une armée tribale et violente avec la population tchadienne depuis 1990²³. Elle assure le maintien d'un président 5 fois non-élu²⁴. **François Hollande** et ses ministres n'ont pas brisé le tabou de la coopération militaire dans les dictatures²⁵ et le Tchad est devenu la clé de voûte d'un dispositif militaire instable. Une réforme de l'armée française pour respecter des valeurs républicaines et devenir un outil au service de l'Etat de droit en Afrique reste encore à faire²⁶.

La guerre a été pour le président français « un moyen de conforter une stature présidentielle alors que sa popularité plongeait. »²⁷ Les actions des militaires au Mali, en Centrafrique ont été moins improvisées qu'en Libye. L'excès d'influence des militaires français sur le gouvernement et le déséquilibre qui en a résulté ne doit pas faire oublier certaines améliorations du côté militaire, par exemple dans l'anticipation partielle des solutions politiques suite à des crises d'abord militaires. Le bilan militaire en Afrique de **François Hollande** et **Jean-Yves Le Drian** se jugera dialectiquement mieux avec du recul.

Les décideurs de la politique française en Afrique

Une équipe de décideurs a officié pendant 5 ans, la plupart se réunissant régulièrement à l'Elysée. Les principaux décideurs ont été autour de **François Hollande**, le Ministre de la défense, **Jean-Yves Le Drian**, et son chef de cabinet, **Cédric Lewandowski**, le Ministre des affaires étrangères, **Laurent Fabius**, puis **Jean-Marc Ayrault**, et leurs directeurs Afrique, **Jean-Christophe Béliard**, puis **Rémi Maréchaux** en 2016, les conseillers à l'Elysée, **Hélène Le Gal** et **Thomas Mélonio**, les chefs d'Etat-major, l'**Amiral Guillaud**, remplacé début 2014 par le **Général de Villiers**, et le chef d'Etat-major particulier du président, le **Général Puga**, remplacé mi-2016 par le **Général Rogel**. Des réunions hebdomadaires avaient lieu chaque jeudi à L'Elysée²⁸.

Les 2 conseillers de l'Elysée ont eu moins de poids qu'avec les précédents présidents. Ces fonctionnaires et politiciens ne formaient pas un groupe homogène et travaillaient avec des rapports différents à la légitimité démocratique. Le parlement français s'est contenté de suivre l'orientation venant du gouvernement et de l'Elysée en proposant quelques rapports très complets. Le gouvernement a plutôt tenté de diriger la politique étrangère dans le dialogue avec l'opposition. Les députés UMP (LR) ont pesé dans un esprit conservateur.

²¹ <http://www.france-guineeéquatoriale.org/presence-francaise/la-cooperation-militaire/>

²² <http://www.voaafrrique.com/a/le-burundi-amorcer-le-retrait-de-ses-troupes-de-somalie/3677866.html>

²³ Marielle Debos, <http://www.karthala.com/les-afriques/2681-le-metier-des-armes-au-tchad-le-gouvernement-de-l-entre-guerres.html>

²⁴ RMarzin 27.5.17, https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-année-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrrique-depuis-1990/#_Toc481083378

²⁵ <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>

²⁶ Voir sur ce point les réponses des candidats à la présidentielle française de 2017 :

<https://electionsafrrique.wordpress.com/2016/12/19/politique-francaise-en-afrique-10-questions-aux-candidats-de-la-presidentielle/>

²⁷ http://www.lemonde.fr/international/article/2017/05/10/francois-hollande-une-diplomatie-guerriere-et-reactive_5125397_3210.html

²⁸ Aline Leboeuf et Hélène Quénot-Suarez, IFRI, 2014, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/quenot_suarez_leboeuf_politique_africaine_de_la_france.pdf

Les critiques les plus fortes sont venues de députés socialistes, dont, **Philippe Baumel**, rapporteur du rapport sur « La stabilité et le développement de l’Afrique francophone » du 11 décembre 2013²⁹ que la présidente socialiste de la commission des Affaires étrangères, **Elisabeth Guigou**, a critiqué en raison de ses remarques sur **Paul Biya**³⁰. Suite à ce rapport et à la polémique sur les dictatures qui a suinté, les parlementaires sont restés silencieux. Le parlement français s’est aussi retrouvé en décalage avec le parlement européen, qui a produit régulièrement des textes critiques et documentés. Une fois que la machine parlementaire européenne se met en route, par exemple sur Djibouti, le Gabon ou la RDC, les compétences et la rigueur sont visibles et soulignent alors les difficultés de l’Assemblée nationale française à suivre en quantité et en qualité.

Le parlement a suivi également sur la priorité au domaine sécuritaire. La Commission des affaires étrangères a parfois ressemblé à une seconde Commission de défense. Par ailleurs, le 21 janvier 2015 à quelques mois d’un nouveau détournement de processus électoral de présidentielle, **Robert Dussey**, le Ministre des affaires togolais a été auditionné par la Commission des affaires étrangères sur l’armée togolaise et de soi-disant réformes institutionnelles³¹. En Afrique, ce type de rencontre est utilisé comme soutien du pouvoir.

Progressivement, tout le long du quinquennat, PS et gouvernement divergent. **Maurice Braud**, devient Secrétaire national à l’International, à l’immigration et au co-développement le 20 juin 15. Il adopte un ton progressiste en faveur de la démocratie en Afrique dans de nombreux communiqués, éloignés de la position du gouvernement de **Manuel Valls**, par exemple, en juin 2015 sur Djibouti³². Il insiste particulièrement sur la République du Congo, pour le respect de la constitution et la limitation à deux mandats³³. Avant l’explosion du PS en 2017, la politique africaine a constitué un des domaines de divergences qui a contribué à fragiliser puis scinder le PS, tout en l’éloignant de son allié écologiste.

Le peu de rôle du parlement renvoie à la question du lien entre les décisions et les partis politiques. Que pèsent encore les partis politiques et leurs programmes ? Qui contrôle l’action de l’Etat en termes de programme et de choix des partis ? Au niveau de la politique étrangère, les hauts-fonctionnaires négocient quotidiennement avec un exécutif, et si l’actualité passe sur des actions militaires, le pouvoir des hauts-fonctionnaires est renforcé. La responsabilité globale est politique mais les compétences sont par domaines, et l’Etat-major de l’armée n’a pas de responsabilité en termes de démocratie.

Le Ministère des affaires étrangères (MAE) a eu du mal à trouver ses marques fautes d’objectifs préalables, et a eu des difficultés à définir une politique à la hauteur des enjeux de l’époque. Un point dans lequel, le ministère de la Défense a pris le dessus est dans la collaboration de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) avec des chercheurs de centre de recherche indépendants. Au travers d’études du Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité (GRIP) à Bruxelles qu’il a financées, il est allé jusqu’à critiquer vertement l’allié tchadien³⁴, y compris à propos de la Séléka en Centrafrique en 2013³⁵.

Si l’on considère que **Jean-Yves Le Drian** a tenu normalement un rôle de ministre de la Défense de manière assez consensuelle dans son domaine, alors, il y a eu un manque d’investissement, au niveau de **Laurent Fabius** et du MAE. La facilité de proposer une stratégie du côté de l’appareil militaire l’a emporté. Mais **Laurent Fabius** aurait dû, pour reprendre de l’espace, agir là où il ne voulait justement pas agir.

²⁹ <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i2746.asp>, <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cafe/14-15/c1415070.asp>

³⁰ Sous la présidence Hollande, la Françafrique innove 13.1.16, <https://www.mediapart.fr/journal/international/130116/sous-la-presidence-hollande-la-francafrique-innove?onglet=full>

³¹ <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cafe/14-15/c1415038.asp>

³² <http://www.parti-socialiste.fr/communiqués/le-parti-socialiste-denonce-des-arrestations-arbitraires-djibouti>

³³ <http://www.parti-socialiste.fr/communiqués/republique-du-congo-le-parti-socialiste-appelle-le-president-congolais-renoncer-son>

³⁴ 30.3.16 de ‘Tchad : enjeux électoraux et risques politiques-clés à surveiller’ (note hors communication normale du GRIP) :

http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/Notes%20DAS%20-%20Afrique%20EQ/OBS2011-54_GRIP_NOTE-28_Tchad.pdf

³⁵ <https://www.grip.org/fr/node/944>, http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2015/Notes%20DAS%20-%20Afrique%20EQ/OBS2011-54_GRIP_Note%2019_Tchad.pdf

L'organisation progressive de l'influence économique

En l'absence de volonté d'agir sur la démocratie et l'Etat de droit en Afrique, il ne restait à **Laurent Fabius** qu'à travailler à l'influence économique. Une de ses priorités sera d'intégrer dans le MAE le Commerce extérieur et la Promotion du Tourisme. Il y parviendra lors du changement de gouvernement du 2 avril 2014, le MAE devenant alors le Ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI).

Mi-2012 puis début 2013, avec **Nicole Bricq**, ministre du Commerce extérieur, il commence par soutenir l'entreprise Morpho, qui vise le marché de la biométrie électorale en Afrique et a participé aux manœuvres françaises en Côte d'Ivoire entre 2006 et 2010. Pendant 5 ans, les entreprises françaises Morpho et Gémalto seront en concurrence sur le marché de la biométrie électorale, par exemple au Gabon³⁶. Au Tchad, en 2015-2016, Morpho travaillera dans la plus grande discrétion. Ce sont des petits profits, mais, en dictature, la biométrie électorale peut-être un marché levier pour obtenir d'autres marchés, et, au pire, il peut s'agir d' 'aider' un dictateur à faire semblant d'organiser une élection démocratique.

Jusqu'au départ de **Pascal Canfin**, la partie développement est mise en avant, parce qu'au contraire de **Laurent Fabius** qui n'a pas d'objectif précis, **Pascal Canfin** communique sur l'avancée des projets et son bilan³⁷, par exemple sur « de nouvelles doctrines pour l'Agence Française de Développement en matière de développement durable », sur « deux priorités : les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique », sur « la responsabilité sociale et environnementale (RSE) », et « le climat ». Une fois les écologistes partis, le poste de ministre délégué au Développement se retrouvera sans objectifs facilement valorisables. Le 18 septembre 2015, l'Assemblée nationale a transposé la première directive européenne sur la transparence des industries extractives³⁸. Une priorité de l'aide au développement avait été mise en 2013 sur le Sahel sans que des résultats ne s'observent.

Bientôt, le dynamisme se montre ailleurs, puisque les ventes d'armes soutenues principalement par le Ministère de la Défense augmentent. Les chiffres des prises de commandes sont éloquentes : 4,8 milliards d'euros en 2012, 6,8 en 2013, 8,2 en 2014, 16,9 en 2015, 20 en 2016, tout cela « sans états d'âme » de **Jean-Yves le Drian** aux côtés de Dassault, Thales, Safran et autres, par exemple en Egypte³⁹, pour arriver à un « quinquennat à plus de 80 Mds€ » selon Le Parisien⁴⁰, qui ajoute que « **Jean-Yves Le Drian** prédit que l'industrie de l'armement, avec ses 165 000 salariés, devrait créer 40 000 emplois d'ici à 2018 ». Les armes sont surtout vendues au Moyen-Orient ou en Australie, mais l'Afrique est aussi une vitrine.

Des entreprises comme Bolloré ou Total ne semblent plus avoir besoin de l'Etat pour se maintenir ou prospérer. Orange a renforcé sa présence en Afrique et se trouve dans 22 pays début 2016⁴¹. Le MAE a préparé des projets dont les résultats ne seront visibles qu'à plus long terme, par exemple, sur l'énergie. **Jean-Louis Borloo** et sa Fondation Energies pour l'Afrique, en collaboration avec le gouvernement, se sont mobilisés pour l'électrification de l'Afrique.

Pour l'instant, les entreprises françaises sont les plus présentes en Côte d'Ivoire, au Maroc et au Cameroun⁴². Les investissements français se font actuellement au Maroc, en Afrique du Sud et en Côte d'Ivoire. Cameroun, Côte d'Ivoire, et Gabon, sont des vieux points d'ancrage liés à l'historique néocolonial. Suite à l'installation d'Alassane Ouattara au pouvoir en 2011, le gouvernement est resté sur la ligne d'une propagande publicitaire valorisant les échanges économiques. En outre, en apparence, l'accent a été mis par le MAE(DI) sur le commerce et les investissements hors Afrique francophone.

³⁶ RMarzin, 10.6.15, La biométrie électorale en Afrique, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/06/10/la-biometrie-electorale-en-afrique-dossier/>

³⁷ <http://eelv.fr/pascal-canfin-18-mois-de-changements-au-ministere-du-developpement/>

³⁸ <http://www.euractiv.fr/section/aide-au-developpement/news/la-france-renforce-la-transparence-des-industries-extractives/>

³⁹ http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/ventes-d-armes-en-2015-la-france-a-explose-les-compteurs-03-06-2016-2044079_53.php

⁴⁰ <http://www.leparisien.fr/economie/ventes-d-armes-un-quinquennat-a-plus-de-80-milliards-d-euros-20-12-2016-6475974.php>

⁴¹ <https://www.orange.com/fr/actualites/2016/janvier/Orange-renforce-sa-presence-en-Afrique>, <http://www.clubic.com/pro/entreprises/orange-france-telecom/actualite-792206-orange-accelere-expansion-afrique.html>

⁴² En pourcentage, source Cabinet de conseil BearingPoint http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/23/les-francais-investissent-de-plus-en-plus-en-afrique_4837088_3212.html

Sur le Franc CFA, les gouvernements socialistes ont choisi une posture de défense maladroite et inutile qu'ils ont abandonné en bout de course, en acceptant de s'ouvrir « à toutes les propositions »⁴³. Une position franche sur la responsabilité et le choix potentiel des décideurs africains aurait évité les accusations de défense des intérêts français au travers de la monnaie⁴⁴.

2014 : retour d'un soutien à la démocratie

A partir de mi-2014, revient sur le devant de la scène la question de la limitation du nombre de mandat dans les constitutions⁴⁵. Au Sénégal, puis au Burkina Faso, et bientôt en RDC, des mouvements citoyens se sont emparés d'une question qui peut devenir un levier pour relancer le processus de démocratisation continental.

Au Burkina Faso, la tension monte dans une dictature au niveau de répression faible. Sur le troisième mandat, le Ministère des affaires étrangères français indique le 23 octobre 2014 la position officielle⁴⁶: « La France réitère son attachement au respect des principes définis par l'Union africaine sur les changements constitutionnels visant à permettre aux dirigeants de se maintenir au pouvoir. Le président de la République a écrit en ce sens au président **Compaoré** le 7 octobre... Il est primordial qu'il (le Burkina Faso) envisage son propre avenir de manière consensuelle et apaisée. »

Le 7 octobre 2014, **François Hollande** écrit à **Blaise Compaoré** puis fait fuiter sa lettre en pleine révolution, le 30 octobre⁴⁷. **François Hollande** lâche le dictateur et aide à son évacuation en Côte d'Ivoire après⁴⁸ « un contact continu entre la France et **Blaise Compaoré** ou son chef d'état-major particulier **Gilbert Diendéré**⁴⁹ ». L'armée bascule alors. Après une courte révolution les 30 et 31 octobre, la transition vers la démocratie commence et l'ambassadeur de France **Gilles Thibault** participe aux négociations.

Au Sommet de l'OIF le 1^{er} décembre 2014 à Dakar, le président français transforme l'essai et déclare : « Il ne peut pas être question à la veille d'un scrutin de changer l'ordre constitutionnel...C'est ce qui s'est passé au Burkina Faso et nous avons vu les réactions que ça a pu provoquer »⁵⁰. Il ajoute, insistant aussi sur la Tunisie et le Printemps Arabe⁵¹ « ce qu'a fait le peuple burkinabè, doit faire réfléchir ceux qui voudraient se maintenir à la tête de leur pays en violant l'ordre constitutionnel. Parce que ce sont les peuples qui décident. Ce sont les élections qui permettent de savoir qui est légitime et qui ne l'est pas. »

2015 : lutte contre le terrorisme avant tout

Le discours à la Francophonie arrive quelques semaines avant l'attentat de Charlie Hebdo. Les attentats de 2015 remettent l'accent sur la lutte anti-terroriste, ce qui facilite de nouveau le positionnement des dictateurs africains, en particulier **Idriss Déby**. A la marche du 11 janvier 2015 à Paris, défilent les dictateurs **Faure Gnassingbé** et **Ali Bongo**⁵².

Le gouvernement et l'Elysée suivent encore le reste de la communauté internationale sur la crise des constitutions dans les Grands lacs, en participant correctement sur la RDC et le Burundi⁵³. **François**

⁴³ 14 avril, Michel Sapin, <http://www.jeuneafrique.com/429995/economie/franc-malgre-nom-monnaie-de-africains-affirme-ministre-francais-de-leconomie-michel-sapin/>

⁴⁴ 1.5.17, Aaly Mbaye, IThione Diop, FGueye, Université Dakar, http://www.impact.sn/Sortie-des-pays-africains-de-la-zone-franc-entre-le-mythe-et-la-realite_a3385.html

⁴⁵ RMarzin, 15.10.14, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2014/10/16/en-2015-et-2016-la-limitation-du-nombre-de-mandats-des-presidents-africains-un-levier-pour-accelerer-la-democratisation/>

⁴⁶ <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=ppfr2014-10-23.html#Chapitre8>

Explications : https://electionsafrique.wordpress.com/2014/10/27/communiqu-burkina-faso-afrique-limitation-du-nombre-de-mandats-presidentiels-aucune-exception-nest-plus-acceptable/#_ftn10

⁴⁷ <http://www.jeuneafrique.com/41012/politique/exclusif-la-lettre-de-fran-ois-hollande-qui-mettait-en-garde-blaise-compaor/>

⁴⁸ Nicolas Champeaux, <http://www.rfi.fr/afrique/20141105-burkina-faso-blaise-compaore-france-exfiltration-cote-ivoire-hollande>

⁴⁹ Note ajoutée par RMarzin : <http://www.jeuneafrique.com/138808/politique/arm-e-burkinab-gilbert-diend-r-la-discr-tion-assur-e/>

⁵⁰ <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20141201084428/oif-francophonie-michaele-jean-sommet-oif-dakar-2014-francophonie-oif-cinq-choses-a-savoir-sur-la-nomination-de-michaele-jean.html>

⁵¹ https://www.francophonie.org/IMG/pdf/sommet_xv_discours_inaug_3_france_dakar_2014.pdf

⁵² <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20150112081141/france-politique-s-curit-terrorisme-charlie-hebdo-france-pourquoi-la-marche-r-publicaine-de-paris-est-historique.html>

⁵³ <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/27/grands-lacs-citations-sur-les-limitations-du-nombre-de-mandats-dans-les-constitutions-au-burundi-en-rdc-au-congo-b-au-rwanda/>

Hollande est en entretien avec **Denis Sassou Nguesso**, le 7 Juillet 2015, le compte-rendu indique⁵⁴ : « S'agissant des enjeux d'approfondissement de la démocratie en Afrique, le président français a indiqué son attachement à la préservation et à la consolidation des institutions. Il a rappelé son attachement aux principes de l'Organisation Internationale de la Francophonie et de l'Union africaine, qui supposent que les réformes constitutionnelles soient fondées sur un consensus. » D'un côté, cela rappelle le Burkina Faso, de l'autre, l'ambiguïté commence peut-être, si un référendum en dictature peut signifier un « consensus ».

Une phrase de **François Hollande**, le 21 octobre 2015 vient détruire le bilan positif du Burkina Faso⁵⁵ : « M. **Denis Sassou Nguesso** peut consulter son peuple ». Elle restera comme une des pires erreurs du quinquennat. Le correctif de l'Élysée n'y changera rien⁵⁶. A Médiapart, Lénaïg Bredoux et Clément Fayol expliquent la suite⁵⁷ : « le ministre de la défense a également critiqué, suivi de près par **Laurent Fabius**, le communiqué de l'Élysée préparé par la cellule diplomatique, qui prenait ses distances avec le référendum de **Denis Sassou Nguesso** au Congo-Brazzaville, lors du conseil des ministres du 28 octobre. « Et **Hollande** leur a donné raison », affirme une source socialiste. »

Le dictateur massacre la foule et met la citation de **François Hollande** sur des affiches publicitaires⁵⁸. Beaucoup de congolais avaient espéré que le pouvoir français serait sur la même position qu'au Burkina Faso et se retrouvent soudain face à la position inverse. L'élan populaire est brisé. Face au massacre, ensuite, les diplomates français, comme les autres, se taisent⁵⁹. **Denis Sassou Nguesso** devient intouchable, avant le scrutin du 20 mars 2016, il en inversera le résultat sans vergogne. L'Ue ne reconnaîtra pas le résultat et le MAE s'alignera sur cette position⁶⁰.

2015-2016 : mobilisation pour le climat et l'énergie

Une forte mobilisation sur le climat commence à partir de 2015. **Laurent Fabius** s'empare du sujet. **Ségolène Royale**, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie à partir d'avril 2014 devient le 11 février 2016, ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, responsable des Relations internationales sur le climat. **Laurent Fabius** est le premier président de la Conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP21), du 30 novembre au 12 décembre 2015. **Ségolène Royale** lui succède à ce poste en février 2016.

Ce débat mondial sur le climat concerne fortement l'Afrique, qui contient des zones très touchées par le réchauffement et pour laquelle se discutent financements et technologies d'électrification. Il est aussi question des réfugiés climatiques. Début 2017, la sécheresse et le début de famine dans la corne de l'Afrique illustrent le danger.

Les chefs d'Etat africains jamais élus ont profité des négociations sur le climat, et celui qui en a profité le plus est **Denis Sassou Nguesso**. Il est présent le vendredi 13 novembre 2015 au Bourget près de Paris au coup d'envoi de la COP21⁶¹, comme s'il ne venait pas de massacrer une cinquantaine de citoyens 3 semaines avant⁶². A ce stade, les dernières illusions sur **François Hollande**, ses ministres, et la démocratisation de

⁵⁴ <http://www.elysee.fr/communiqués-de-presse/article/entretien-du-president-de-la-republique-avec-m-denis-sassou-nguessou/>

⁵⁵ <http://tournonslapage.com/republique-du-congo-communique-de-la-campagne-tournons-la-page/>

⁵⁶ <https://electionsafrique.wordpress.com/2015/10/22/congo-brazzaville-coup-detat-constitutionnel-et-coup-de-couteau-dans-le-dos/>, <http://www.rfi.fr/afrique/20151023-congo-brazzaville-revirement-position-francaise-president-francois-hollande-referend>

⁵⁷ L'Afrique de Hollande donne le premier rôle aux militaires, 11.1.16

<https://www.mediapart.fr/journal/international/110116/l-afrique-de-hollande-donne-le-premier-role-aux-militaires?onglet=full>

⁵⁸ Benjamin Moutsila, 13.4.17, <http://regismarzin.blogspot.fr/2017/04/13-avril-2017-paris-afrique-1ere.html>

⁵⁹ <https://electionsafrique.wordpress.com/2015/12/17/congo-b-bilan-du-coup-detat-constitutionnel-doctobre-2015-en-republique-du-congo-et-demande-dune-mission-denquete-internationale/>

⁶⁰ <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/04/07-hr-situation-in-congo/>,

<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2016-04-08.html#Chapitre11>

⁶¹ http://www.alwihdainfo.com/Ouverture-de-la-COP21-a-Paris-Denis-Sassou-N-Guesso-demande-aux-pays-pollueurs-de-tenir-leurs-engagements_a25670.html

⁶² <https://electionsafrique.wordpress.com/2015/12/17/congo-b-bilan-du-coup-detat-constitutionnel-doctobre-2015-en-republique-du-congo-et-demande-dune-mission-denquete-internationale/>

l'Afrique se sont évanouies. Le bilan positif du Burkina Faso a été effacé par le bilan sur le Congo Brazzaville. La politique française sur le climat est entachée des pires doutes concernant les dictatures.

La journaliste de Mediapart Fanny Pigeaud explique le 23 septembre 2015⁶³ : « Pour convaincre les pays africains de s'impliquer et de signer le futur accord, les responsables français enchaînent depuis plusieurs mois les visites sur le continent. **Hollande, Fabius**, la ministre de l'écologie **Ségolène Royal**, la secrétaire d'État au développement et à la francophonie **Annick Girardin**, la maire de Paris **Anne Hidalgo**, sont allés dans les États du « pré carré » de la France, dont le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Congo et le Gabon. Ils se sont aussi rendus dans des pays qui intéressent d'habitude peu la diplomatie française, comme l'Angola, le Botswana, le Ghana, la Namibie ou la Zambie. **Girardin** a par ailleurs reçu le 8 juillet les ambassadeurs africains en France, « dans le cadre de la préparation de la COP21 ». »

Elle précise un peu plus loin : « Le président du Congo, **Denis Sassou Nguesso**, apparaît également très courtisé. Soupçonné par l'opposition congolaise de vouloir modifier la Constitution afin de se présenter à la prochaine élection présidentielle, il a été lui aussi reçu à l'Élysée début juillet. La présidence française a alors expliqué : « **François Hollande** a salué la mobilisation de la République du Congo en faveur du succès de la Conférence de Paris sur le climat. » » En juillet 2015, François Hollande semblait encore plus ou moins soutenir le respect de la constitution. La préparation du sommet sur le climat l'a-t-il influencé quand il a basculé deux jours avant le référendum⁶⁴.

Jean-Louis Borloo s'est invité dans le débat sur le climat avec le soutien de l'Élysée⁶⁵. Lui aussi multipliera les visites auprès des chefs d'État en Afrique et le 16 avril 2016, il est présent à Brazzaville à l'investiture du président non-élu, aux côtés de l'ancienne ministre de la Francophonie, **Yamina Benguigui**⁶⁶.

Cette phase d'action diplomatique sur le climat et l'énergie aura des conséquences sur l'Afrique sur les moyens et longs termes. Le ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer affiche des chiffres le 7 mars 2017⁶⁷ : « L'Initiative africaine pour les énergies renouvelables a été lancée lors du sommet des chefs d'État africains à Paris pendant la COP21, en présence du président de la République française... En un temps record, 4 milliards d'euros d'investissements sont mobilisés grâce à la décision majeure prise à Conakry, qui permet à l'Initiative de franchir une étape fondamentale : 19 projets ont été retenus pour être lancés immédiatement. Ils représentent 1,7 GW de capacité d'énergie renouvelable supplémentaire, plus de 4 milliards d'euros d'investissements et 300 millions d'euros de dons de la Commission européenne. »

2016 : un silence de plomb sur les coups d'État électoraux

Au premier semestre 2016, lors des présidentielles, commence la série des inversions de résultats à la compilation des procès-verbaux⁶⁸, autrement dit coups d'État électoraux, en mars au Congo Brazzaville, puis en avril à Djibouti et au Tchad⁶⁹. Au MAE, en février 2016, **Jean-Marc Ayrault** remplace **Laurent Fabius**. L'exécutif français choisit alors de ne pas s'engager pour la démocratie, comme le reste de la communauté internationale et africaine. L'arrivée de **Jean-Marc Ayrault** redynamise le MAE⁷⁰, mais la période n'est plus au lancement de nouveaux projets. Le Sommet de l'OIF à Madagascar en novembre, peu promu, fait un flop⁷¹. Le Sommet Afrique-France de janvier 2017 au Mali, sera un non-événement.

⁶³ <https://www.mediapart.fr/journal/international/230915/paris-semble-aupres-de-ses-amis-africains-pour-un-accord-la-cop21>

⁶⁴ Christophe Boisbouvier et Michael Pauron, <http://www.jeuneafrique.com/mag/282452/politique/cop21-diplomatie-climatique-realpolitik-a-francaise/>

⁶⁵ Sous la présidence Hollande, la Françafrique innove 13.1.16 <https://www.mediapart.fr/journal/international/130116/sous-la-presidence-hollande-la-francafrique-innove?onglet=full>

⁶⁶ <http://www.rfi.fr/afrique/20160416-congo-brazzaville-defis-sassou-nguesso-investiture-zuma-deby-bongo-issoufou-santos->

⁶⁷ <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2017-03-07.html#Chapitre9>

⁶⁸ RMarzin 29.4.17 <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrrique-depuis-1990/>

⁶⁹ RMarzin 5.7.16 <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/> + 27.4.17, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrrique-depuis-1990/>

⁷⁰ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/10/comment-jean-marc-ayrault-a-repris-en-main-les-affaires-africaines_5029073_3212.html

⁷¹ Ali Bongo non élu près Hollande : <http://www.rfi.fr/afrique/20161127-francophonie-sommet-marque-declarations-politiques>

Devant la série d'inversion des résultats, une réaction internationale aurait dû être visible⁷², mais cela n'a pas été le cas pour l'Onu, l'Ua, l'Ue et son SEAE, l'OIF et le gouvernement français. Sur le Congo Brazzaville, le MAEDI et l'Elysée ont gardé une position ambiguë et très silencieuse. Sur Djibouti, il y a eu conflit entre l'ambassadeur de France, **Serge Mucetti** et **Ismail Omar Guelleh** après la répression violente détruisant le processus électoral fin 2015⁷³, puis le pouvoir français s'est tu, signe d'une priorité à la collaboration militaire après le passage à Djibouti de **Jean-Yves Le Drian** en juillet 2015 et la réception au MAE du Ministre des affaires étrangères djiboutien **Mahamoud Ali Youssouf** en mars 2016.

Le silence sur l'inversion de résultat au Tchad a aussi rappelé la priorité au domaine sécuritaire. Un incident symbolique attire l'attention. Après l'inversion du résultat de la présidentielle en avril 2016, la disparition de militaires tchadiens concerne à la fois les domaines de la démocratie et de la défense. Le 12 mai 16, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, s'en s'inquiète⁷⁴, puis, l'affaire se tasse, malgré les relances de la FIDH. Depuis, les militaires français positionnés à Ndjaména influencent-ils **Idriss Déby** ? Celui-ci neutralise maintenant ses opposants de manière plus intelligente et 'dosée'⁷⁵.

La politique française s'étudie au regard de l'évolution du nombre de dictatures et de démocraties dans les 20 ex-colonies françaises. En 2017, il reste 8 dictatures stables : Congo Brazzaville, Cameroun, Tchad, Djibouti, Gabon, Togo, Algérie, Mauritanie, au lieu de 10 en 2012, la Centrafrique et le Burkina Faso en moins. Le niveau de dictature a augmenté très fortement au Congo Brazzaville, à Djibouti, et au Gabon, il resté très élevé au Cameroun. La Côte d'Ivoire est devenue une sorte de dictature de suite de guerre, sans légitimité électorale, qui pourrait se démocratiser si est respectée la limitation de 2 mandats présidentiels⁷⁶. Le Maroc est une monarchie qui évolue depuis le Printemps arabe. La Centrafrique et la Guinée Conakry restent en transition vers la démocratie depuis 2014 et 2009.

En 2017, formellement, 8 pays sont démocratiques : Bénin, Mali, Niger, Sénégal, Comores, Tunisie, Madagascar et Burkina Faso, soit 4 pays de plus qu'en 2012 : Mali, après la guerre de 2012-2013, Tunisie, Madagascar, et Burkina Faso. La démocratie a donc continué de s'installer dans les ex-colonies françaises depuis 2012, mais l'exécutif français n'a pas réussi à s'associer à ces progrès en raison de ces liens avec les dictatures. Surtout, gouvernement et Elysée n'ont pas été entendu sur la qualité des processus électoraux, le seul levier crédible pour aller vers la fin des dictatures. Cela a fortement terni le bilan.

Les phases du quinquennat de François Hollande pour l'Afrique

Après la période d'indécision du seconde semestre 2012, deux phases principales se distinguent : une première, de janvier 2013 à mars 2014, la phase des guerres au Mali et en Centrafrique, marquée par la prédominance du domaine militaire, puis mars 2014, jusqu'à la fin, une phase de léger rééquilibrage entre les approches militaire, économique et politique⁷⁷. 2014 est marquée par une plus grande sensibilité aux questions de démocratie, 2015 voit le retour d'une priorité militaire dans la lutte contre le terrorisme, en 2015 et 2016 se lancent de grandes initiatives sur le climat et l'énergie, et 2016 termine le quinquennat dans le déni flagrant des coups d'état électoraux. Au final, au jeu de la patate chaude avec les dictatures, **François Hollande** a passé la balle à son successeur.

La politique française en Afrique sous **François Hollande** ne peut s'analyser qu'en considérant la seconde phase du quinquennat de **Nicolas Sarkozy**. La période avec **Bernard Kouchner** au Ministère des affaires étrangères de 2007 à 2010 précède le passage d'**Alain Juppé** du ministère de la défense au MAE. Les interventions militaires en Libye et en Côte d'Ivoire replaçaient alors l'armée française au centre du jeu

⁷² RM, 5.7.16, https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/#_Toc455424827

⁷³ <http://www.jeunefrique.com/mag/282523/politique/france-djibouti-apres-mucetti-guilhou/>

⁷⁴ http://www.lepoint.fr/societe/disparition-de-militaires-au-tchad-paris-demande-une-enquete-12-05-2016-2038779_23.php

⁷⁵ Cf son slogan, « Jean Ping, c'est dosé ».

⁷⁶ Voir carte 2016 <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrique-depuis-1990/>

⁷⁷ <http://regismarzin.blogspot.fr/2017/04/13-avril-2017-paris-afrique-1ere.html>

politique après une période de retrait en Afrique, marquée par l'expérience douloureuse en Afghanistan. En 2012, **François Hollande** a récupéré un processus de revalorisation de l'armée française déjà engagé, qu'ils n'avaient ensuite qu'à poursuivre, d'une autre manière.

Comme l'intervention militaire en Libye était très critiquée a posteriori⁷⁸, certaines erreurs devaient aussi être évitées. Du point de vue de la démocratisation, le 'printemps arabe' n'avait alors fonctionné qu'en Tunisie. Le conflit libyen de 2011 avait participé à déstabiliser le Mali en 2012. Le 6 mars 2012, un jour avant la clôture de la précédente législature, le dernier rapport de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur le Sahel⁷⁹ indiquait une direction, avant même que le nouveau parlement ne soit élu : sur les questions militaires, Parti Socialiste et UMP prévoient de travailler ensemble sur le Sahel.

Cependant, la progression déséquilibrée de la logique militaire est d'abord venue de l'absence de projet politique et du vide programmatique du Parti socialiste et de **François Hollande** avant d'arriver au pouvoir⁸⁰. Les militaires allaient agir et prendre des responsabilités en constatant un vide intellectuel sur d'autres domaines dont ils n'étaient pas responsables. Personne n'avait alors d'approche globale suffisante, pour équilibrer et fixer un cadre à l'action militaire.

A partir de mi-2014, après le remplacement de l'**Amiral Guillaud** par le **général de Villiers** comme chef d'Etat-major de l'armée, les excès d'influence militaire ont été gommés, et la politique s'est partiellement rééquilibrée. La position dans la révolution burkinabé symbolisait ce retour à l'équilibre qui vacillerait peu de temps après à cause de **Denis Sassou Nguesso**. Le pire venait alors aussi d'être évité en Centrafrique.

Et que devient la Françafrique dans tout cela ?

« Je romprai avec la « Françafrique », en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité »⁸¹, en ne disant que cela dans son programme, **François Hollande** ne s'engageait pas beaucoup, et se servait aussi du concept de Françafrique comme d'un leurre, cachant son absence d'idées.

Des efforts ont été faits. La conseillère Afrique de l'Elysée, **Hélène Le Gall**, a affirmé « avoir mis fin aux relations spéciales et aux émissaires « gris » qui pouvaient auparavant appeler directement ou faire du lobbying auprès du conseiller Afrique »⁸². **Robert Bourgi** a été moins visible. Selon le journaliste Christophe Boisbouvier⁸³, « les juges savent qu'ils ont plus de liberté aujourd'hui avec **François Hollande** qu'avec ses deux prédécesseurs. Résultat : le dossier des biens mal-acquis avance au niveau judiciaire ». Ces procès sont essentiels.

Depuis **François-Xavier Verschave**, le terme Françafrique a perdu sa ou ses deux définitions⁸⁴, et, ce qui compte, c'est surtout la relation avec des dictateurs. Dernièrement, des personnalités comme **Manuel Valls**⁸⁵, **François Loncle**⁸⁶, **Jean-Marie Le Guen**⁸⁷, se sont vus reprocher leur proximité avec **Faure Gnassingbé**. Le responsable d'En Marche ! **Jean-Paul Delevoye**, membre du conseil d'administration de la fondation Brazzaville, créée par **Jean-Yves Ollivier** au profit de **Sassou Nguesso**, se voit déjà attribuer l'étiquette du côté d'**Emanuel Macron**⁸⁸.

⁷⁸ 15.9.16, <http://www.lci.fr/international/guerre-en-lybie-un-rapport-britannique-accable-sarkozy-2003099.html>

⁷⁹ <https://regardexcentrique.wordpress.com/2012/05/11/france-mali-sahel-un-rapport-de-lassemblee-nationale-francaise-de-derniere-minute/>

⁸⁰ <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>

⁸¹ 58e engagement du Projet de François Hollande, http://raby-f.fr/60_engagements.html copie de <http://francoishollande.fr/le-projet/>

⁸² Aline Leboeuf et Hélène Quénot-Suarez, IFRI, 2014, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/quenot_suarez_leboeuf_politique_africaine_de_la_france.pdf

⁸³ <http://www.jeuneafrique.com/270592/politique/christophe-boisbouvier-afrique-francois-hollande-campagne-2017/>

⁸⁴ RM 5.8.12 : « Évolution de la Françafrique », <https://regardexcentrique.wordpress.com/2012/08/05/evolution-de-la-francafrique/>

⁸⁵ <https://www.mediapart.fr/journal/international/180116/les-reseaux-africains-de-manuel-valls?onglet=full>

⁸⁶ François Loncle, 9.12.16, <http://www.jeuneafrique.com/382171/politique/president-faure-gnassingbe-different-de-pere/>

⁸⁷ <http://presidence.gouv.tg/fr/content/faure-gnassingbe-et-jean-marie-le-guen-ont-revisite-la-cooperation-franco-togolaise>

⁸⁸ <http://brazzavillefoundation.org/fr/notre-equipe>

Un nouvel enjeu s'est construit autour d'une exigence de vérité historique et de justice, visible dans le conflit autour des archives publiques, concernant, entre autres, **Thomas Sankara**⁸⁹, l'affaire **Borrel** à Djibouti. Le dossier judiciaire majeur en suspens est celui des complicités françaises dans le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994. Les affaires en justice se sont multipliées depuis 2012, traités lentement par le Pôle génocide et crime contre l'humanité du TGI de Paris, qui a été voulu par **Bernard Kouchner**. Par un silence remarqué, **François Hollande** et ses gouvernements n'ont pas craint d'afficher une politique de l'autruche au risque de subir les foudres de **Paul Kagamé**. Au vingtième anniversaire en 2014, **François Hollande** et **Manuel Valls** ont subi les assauts des révélations sur la vérité historique sans broncher⁹⁰.

Le bilan est aussi composé de refus d'agir et de vide. En négatif, l'héritage miterrandien pour **Hollande**, pouvait l'amener à vouloir sortir l'armée française de l'impasse dans laquelle le précédent président socialiste l'avait laissée et qui s'était prolongée jusqu'au départ de **Bernard Kouchner** du MAE en 2010.

Le discours de **François Hollande**, par exemple, sur la Responsabilité de protéger les populations, est fragilisé par ses contradictions. A partir de combien de morts, un dictateur est-il condamné ou protégé des sanctions de l'Onu, de l'Ue, de la CPI ou de l'exécutif français ? Les contradictions sont évidentes, par exemple, dans la condamnation de **Pierre Nkuruziza** et **Joseph Kabila**, en épargnant **Ismail Omar Guelleh**, **Denis Sassou Nguesso** et **Ali Bongo** lors des massacres et des coups d'état constitutionnels et électoraux⁹¹. En particulier, le traitement de la crise électorale au Gabon restera un fait historique symptomatique d'un dysfonctionnement international majeur⁹².

Constamment, des faits viennent rappeler l'historique de la Françafrique et fragiliser la communication sur la politique de l'Etat. L'influence des militaires sans considération pour la démocratisation a renvoyé vers l'idée de Françafrique. Pourtant, les relations entre Etats ont continué d'évoluer, la structure étoilée des chefs d'Etats autour de Paris, s'est encore étolée⁹³. En réalité, le poids global de l'influence française se maintenait difficilement, au prix d'efforts et de compromis de moins en moins crédibles.

Une fausse « approche globale » sans considération pour la démocratie ?

Dès juillet 2013, il est visible que⁹⁴ « la politique africaine de la France apparaît victime de l'influence de l'armée française et du lobby militaro-industriel. Les autres aspects, développement, droits humains, démocratie, lutte contre la corruption, passent au second plan. » Par la suite, la situation est restée tendue sur les questions de paix et sécurité, avec des conflits longs, des résolutions partielles, complexes. Le Sahel et la Libye, la Centrafrique, le Burundi et la RDC, ont monopolisé l'attention des exécutifs français et européens.

Le chercheur **Roland Marchal** regrette qu'en France : « la survalorisation de l'outil militaire signifie une fin de réflexion politique » posant problème dans la « structure », quand il y a « une incapacité des diplomates à jouer leurs rôles »⁹⁵. Le plus critique est l'ancien fonctionnaire du MAE, **Laurent Bigot**, en mai 2017⁹⁶ : « L'absence de vision politique et stratégique et une méconnaissance totale de l'Afrique a fait que les décisions courageuses, je considère que le déclenchement de l'opération Serval est une décision courageuse, se sont transformés en fiasco ».

⁸⁹ Vincent Hiribarren, chercheur au King's College, 13.03.17, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/13/ouvrons-les-archives-sur-le-meurtre-de-thomas-sankara_5093727_3212.html
12.10.16 : <http://www.voafrique.com/a/ouagadougou-demande-la-levee-du-secret-defense-francais-dans-l-affaire-sankara/3547506.html>

B. Jaffré, 12.5.17 : <https://blogs.mediapart.fr/bruno-jaffre/blog/120517/affaire-sankara-le-gouvernement-hollande-na-pas-tenu-ses-promesses>

⁹⁰ <https://regardexcentrique.wordpress.com/2014/04/17/genocide-des-tutsis-du-rwanda-vers-lexplosion-en-chaine-revue-de-presse-2014-classee/>

⁹¹ R.Marzin, 5.7.16, Congo-Brazzaville, Djibouti, Tchad, Guinée Equatoriale : les élections sans démocratie de mars et avril 2016, et le processus de démocratisation du continent africain, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/>

⁹² <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/09/13/gabon-coup-detat-electoral-resume-jour-par-jour-bilan-reactions-internationales/>

⁹³ RM 5.8.12 « Évolution de la Françafrique », <https://regardexcentrique.wordpress.com/2012/08/05/evolution-de-la-francafrique/>

⁹⁴ <https://electionsafrique.wordpress.com/2013/07/18/communiqu-e-sortir-de-l-influence-militaire-et-engager-la-politique-francaise-dans-le-soutien-de-la-democratie-en-afrique/>

⁹⁵ Conférence Tchad 4.2.17 : <https://regismarzin.blogspot.fr/2017/02/4-fevrier-2017-paris-pantin-tchad-9e.html?m=0>

⁹⁶ <http://www.rfi.fr/emission/20170513-laurent-bigot-sahel-armee-francaises-hollande-mali>

Le fait d'avoir privilégié l'outil militaire sans l'équilibrer a laissé la politique française dans une position instable. Essayer de maintenir tabou la question de la collaboration militaire avec des chefs d'Etats qui accumulent jusqu'à 3, 4 ou 5 élections présidentielles fraudées en amont ou au résultat inversé aboutira à une impasse. Le défilé des dictateurs à Paris ne s'est pas accompagné d'un soutien des démocrates. Il se devine une sorte de peur d'aller contre un réseau solidaire de dictateurs en s'attaquant à l'un d'entre eux. **François Hollande**, en Afrique, a été un chef d'Etat qui n'a pas voulu prendre la mesure de la gravité de la situation, en privilégiant, malgré ses efforts pour le cacher, ses propres priorités. De cette manière, il a participé avec d'autres à affaiblir la position des Nations-Unies et de l'Ue.

Même sur une approche droit-de-l'hommiste, Elysée et MAE se sont montrés défaillants, en ne réagissant que dans certains cas et pas dans d'autres. Les diplomates français ont multiplié les beaux textes à l'Onu sur des thèmes, tels l'homophobie ou les violences sexuelles dans les conflits⁹⁷, ont privilégié des pays comme le Burundi ou la RDC, mais ont abandonné les démocrates africains, les journalistes, les associations de défense des droits humains, à leurs sorts, au Tchad, à Djibouti, au Congo Brazzaville, au Gabon, au Togo.

La priorité à la réaction aux crises s'est accentuée avec **Laurent Fabius**, dans une focalisation sur les crises militaires demandant une intervention type maintien de la paix⁹⁸. La priorité a encore baissé sur les crises électorales, en gardant le silence sur les massacres de populations lors d'élections en 2015 et 2016, à Djibouti, au Congo Brazzaville et au Gabon. Une prévention des crises avec seuil sur le bilan des morts trop élevée, a permis indirectement à la logique militaire de gagner du terrain dans des domaines plus réservés de la diplomatie. Une rhétorique sur les Etats fragiles a remplacé la 'théorie de la stabilité' dans les dictatures. La coopération militaire structurelle a été rejustifiée en argumentant sur la formation des armées africaines. En outre, dans l'oubli des processus électoraux, même chez l'écologiste **Pascal Canfin**, l'approche développementiste s'est retrouvée en concurrence avec l'approche du soutien à la démocratie.

En dehors de ses obligations dans le domaine militaire, le président n'était pas à l'aise avec les tyrans. Il a accordé une prime amicale à la démocratie à quelques présidents correctement élus comme **IBK** et **Issoufou**. Et pour quelques autres, dont **Alpha Condé**, il s'est aussi appuyé sur l'Internationale socialiste.

François Hollande a relancé la Francophonie, ponctuellement. L'arrivée de **Michaëlle Jean**, au Sommet de l'OIF le 1^{er} décembre 2014 à Dakar a été marquée par un discours engagé du président français sur la démocratie⁹⁹. Comme il est apparu ensuite que la Francophonie reprenait des actions sur les processus électoraux, le président **Hollande** semblait tenter de sortir d'un face-à-face entre Paris et les dictateurs en renvoyant la question de la démocratisation vers l'OIF. Il évitait d'être en première ligne et semblait construire avec **Michaëlle Jean** une réponse francophone à côté de la stratégie européenne.

Michaëlle Jean a semblé motivée au départ. Mais elle a ensuite mangé son chapeau, neutralisée par une contre-attaque des régimes dictatoriaux, à partir de la présidentielle du 25 avril 2015 au Togo, quand l'OIF et son envoyé observateur le **Général Sangaré**, très motivé et expérimenté, se sont retrouvés dans une position d'arbitre ou plutôt de témoin de la fraude à la compilation des résultats à la CENI. Suite à l'intervention d'**Alassane Ouattara** et au coup de force qui a suivi, elle a jeté l'éponge : le rapport de **Sangaré** n'a pas été publié¹⁰⁰. La volonté de **Michaëlle Jean** n'a pas survécu à cet échec.

En 2015, les attentats de Charlie Hebdo et du Bataclan ont changé les priorités en France et remis en avant le rôle de l'armée française dans ses fonctions de protection. Sans la focalisation sur la lutte contre le terrorisme en 2015 et 2016, l'Elysée aurait peut-être conduit une autre politique africaine. En 2017, la **FIDH** parle¹⁰¹ de « Renoncements démocratiques au nom de la lutte contre le terrorisme ».

⁹⁷ <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2017-05-16.html#Chapitre1>

⁹⁸ RMarzin, 9.7.13, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>

⁹⁹ Cf paragraphe sur OIF du chapitre '2014 : un retour de la démocratie au premier plan'

¹⁰⁰ <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/04/30/togo-mascarade-presidentielle-2015-revue-de-presse/>

¹⁰¹ http://www.liberation.fr/debats/2017/01/13/afrique-france-une-relation-a-reinventer-apres-hollande_1540666

En fin de mandat, **François Hollande** parle de sécurité et de développement tout en supprimant la référence à la démocratie. Le 9 novembre 2016 à l'Onu, il dit¹⁰² : « il n'y aura pas de développement de l'Afrique sans que sa sécurité soit garantie ». Il le redit le 12 avril 2017 devant le président de l'Ua, **Alpha Condé**¹⁰³ : « notre intérêt commun, la France, l'Europe, l'Afrique, c'est d'agir pour le développement, pour la paix et pour la sécurité. » et rajoute « La France n'intervient pas pour faire infléchir ou faire changer des règles politiques ou des régimes électoraux. La France est en soutien de l'Afrique parce qu'elle pense que ce continent a un grand potentiel, mais aussi des difficultés qu'il faut régler et que ce qui se passe en Afrique a des conséquences en Europe, ne serait-ce que l'immigration, le terrorisme, l'instabilité. » Le 28 février 2017, il accepte de recevoir **Ismail Omar Guelleh** après son coup d'état électoral pour parler lutte contre le terrorisme et développement durable, dans la plus grande indifférence pour la répression des démocrates¹⁰⁴.

La qualité d'une politique supranationale concernant l'Afrique se juge dans la capacité à équilibrer et associer les pôles 'Démocratie et Etat de droit', 'Paix et sécurité', 'Economie et développement'. L'Ue est la plus avancée dans une mise en œuvre pratique d'une politique selon une approche globale. Le 9 mai 2017, dans un discours devant le Conseil de sécurité de l'Onu, **Federica Mogherini** rappelle, au nom de l'Ue que « la sécurité ne concerne pas uniquement la force militaire. Il s'agit de trouver le terrain commun, la coopération au-dessus de la confrontation, la diplomatie. Il s'agit du développement humain et de la croissance économique. Il s'agit de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits humains ... Nous transformons ces concepts en pratique chaque jour en tant qu'Européens »¹⁰⁵.

Le décalage de discours entre **François Hollande** et le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) de l'Ue est d'abord un décalage de pratique. Son discours ne reprend pas l'approche globale selon la conception européenne actuelle, quand il supprime la partie « démocratie et Etat de droit », et les éléments de langage facilitent la relation entre l'Etat français et les dictatures, dans un flou constant sur les objectifs. Au pire, l'Ue pourrait s'habituer à ce déséquilibre et s'en accommoder au point de vouloir utiliser les forces françaises comme son bras armé sans exiger d'effort du gouvernement français sur la démocratie.

Actuellement, en Libye, en Centrafrique, au Congo Kinshasa, au Soudan du sud, en Somalie, la composante 'démocratie' de l'approche globale est évidente, même si cela n'est pas simple. Ailleurs que dans les cas de fin de guerre, la question est de savoir s'il y a prévention des crises électorales à des échelles nationales ? Pour l'instant, la prévention est minimale. Actuellement, les dirigeants français conçoivent les actions politiques en faveur de la démocratie uniquement comme des suites d'actions militaires en gestion de crise, alors que les Nations-Unies et l'Europe auraient besoin d'un consensus avec le gouvernement français.

Faute de consensus franco-européen, par défaut, un transfert progressif des décisions vers l'Europe a s'accélère. Les décisions ont de plus en plus été prises à Bruxelles. Les sommets Afrique-France seront bientôt obsolètes, remplacés par les sommet Afrique-Europe. Sur la démocratisation, si les positions françaises et européennes ne s'harmonisent pas, la position française est trop faible pour se maintenir. Le phénomène de transfert de pouvoir des Etats-membres vers l'Ue a été très visible dans la politique migratoire. Depuis le 'Sommet de La Valette sur la migration' des 11 et 12 novembre 2015, est mis en œuvre une rationalisation inter-étatique dans la recherche d'un consensus européen, par exemple autour de l'opération Sofia, ou la formation des garde-côtes libyens, ou des négociations avec les Etats sahéliens¹⁰⁶.

Avant fin 2014 surtout, la politique étrangère européenne souffrait d'absence de définition, de manque de réactivité. **Laurent Fabius**, **François Hollande** ont œuvré pour une intégration européenne. Ils ont été

¹⁰² <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2016-09-21.html#Chapitre2>

¹⁰³ <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2017-04-12.html#Chapitre2>

¹⁰⁴ <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2017-02-28.html#Chapitre2>, <http://regismarzin.blogspot.fr/2017/02/25-et-28-fevrier-2017-paris-djibouti.html>

¹⁰⁵ traduction de l'anglais https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/25815/high-representativevice-president-federica-mogherini-eu-un-cooperation_en

¹⁰⁶ <http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/migratory-pressures/countries-origin-transit/migration-partnership-framework/>

moteurs pour construire une politique étrangère commune, et relancer la construction européenne. En 2013, les discussions se sont déplacées sur la politique de défense. Pour le Mali, la Centrafrique, **François Hollande** et **Jean-Yves le Drian** ont demandé la solidarité européenne. L'arrivée de **Federica Mogherini** fin 2014 a accéléré la dynamique d'intégration européenne dans les domaines militaires et politiques. Elle a encadré l'approche militaire dans une approche globale, mais, **François Hollande** n'a pas répercuté la mise en pratique d'une approche globale, intégrant la dimension démocratique.

Au niveau européen, l'Afrique, ce sont 55 pays, et 14 milliards d'Euros sur 5 ans pour les pays africains dans le Fonds européen de développement (FED)¹⁰⁷. Le gouvernement français a tenté de garder sa politique autonome et pour cela, durant le quinquennat, a préféré simplifier l'approche globale discutée à Bruxelles par une fausse « approche globale » au pôle 'démocratie et Etat de droit' quasiment absent.

Critiques principales et perspectives

Positivement, des méthodes ont progressivement changé, par exemple, la manière de considérer la Cour pénale internationale ou d'utiliser des sanctions ciblées vers des personnes, le fonctionnement des diplomates à l'Ue ou à l'Onu, la mise en cohérence progressive des positions des Etats-membres européens et du SEAE de l'Ue, la prise en compte des principes de fonctionnement, la complémentarité et la subsidiarité avec l'Ua, ou encore l'utilisation d'appels internationaux aux financements. Des progrès sont visibles depuis 2012 surtout au niveau Ue et Onu, par exemple, dans la prévention des crises et crimes de masses, souvent sous-estimée. Le rôle des français au Conseil de sécurité est également difficile à évaluer.

Sur de nombreux aspects, la gestion 'normale' du président socialiste s'est différenciée positivement du style plus improvisé de son prédécesseur. L'actualité et les enjeux ont aussi été très différents. Le bilan est globalement mitigé. Cela aurait pu être mieux et cela aurait pu aussi être pire. Le 10 janvier 2017, le député **François Loncle**, défend ce bilan ainsi ¹⁰⁸: « Avec l'Afrique, on oscille toujours entre la realpolitik et le «droit-de-l'hommisme». Et ce, à quoi s'est efforcé **François Hollande** et son équipe, c'est justement de trouver le juste milieu entre les valeurs qui sont les nôtres et la realpolitik. » La question des compétences pour diriger l'Etat à un haut niveau de complexité s'était posée en 2012 et elle se repose en 2017.

François Hollande restera comme le président de la guerre contre le terrorisme au Mali. Beaucoup reconnaîtront qu'il n'aura pas, avec ses ministres, voulu s'engager sur une nouvelle relation avec l'Afrique. La critique principale concerne la frilosité ou l'absence de soutien à la démocratisation de l'Afrique. Pourtant, les socialistes avaient une solution évidente à appliquer, celle d'exiger une augmentation de la qualité technique des processus électoraux. L'influence des militaires français et l'alliance avec **Idriss Déby** ont empêché le débat à ce niveau. Le gouvernement français s'est coupé des sociétés civiles et des démocrates africains. Le gouvernement français s'est aussi éloigné de l'Ue qui a tenté de continuer malgré les difficultés, et parfois des mauvaises déclarations¹⁰⁹, l'observation des processus électoraux.

Ce décalage entre l'Ue et la diplomatie française est devenu très visible au 4^e coup d'Etat électoral de 2016, au Gabon, quand **Jean-Marc Ayrault** a accepté le coup d'état électoral¹¹⁰. L'année 2016, année des coups d'Etat électoraux, aboutit sur la crise des législatives d'Afrique centrale. La position européenne critique sur le Gabon montre en négatif la mauvaise position française. Cette position française affaiblit la position européenne, sur l'accord de Cotonou, sur les Missions d'observation électorale, et sur l'approche globale.

Le PS n'avait sans doute pas de recul sur l'histoire des élections en Afrique depuis 1990. Le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994 a caché l'arrêt brusque vers 1994-1995 du lancement d'un processus de

¹⁰⁷ RMarzin, 24.2.15, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/02/24/ue-et-elections-en-afrique-en-2015-et-2016/>
IFRI, <https://afriquedecryptages.wordpress.com/2014/06/30/le-fed-vecteur-du-soft-power-de-lunion-europeenne/>

¹⁰⁸ <http://www.rfi.fr/emission/20170110-francois-loncle-bilan-hollande-france-afrique>

¹⁰⁹ législatives Djibouti 2013 <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/05/11/la-mascarade-electorale-des-legislatives-a-djibouti-synthese/>

¹¹⁰ <http://regismarzin.blogspot.fr/2017/03/25-mars-2017-paris-gabon-200eme-jour-de.html>

démocratisation continentale rapide entre 1990 et 1994. Le PS aurait sans doute eu à faire un travail de deuil sur sa participation historique ambivalente dans les années 90, avant de revenir au pouvoir en 2012.

Conclusion et perspectives pour 2017-2022

Le 12 avril, le candidat **Emmanuel Macron** s'avancit¹¹¹ : « J'entends les aspirations démocratiques des citoyens d'Afrique. Si je suis élu, je défendrai le respect des principes démocratiques fondamentaux partout en Afrique et je soutiendrai l'action de l'Union africaine, qui a démontré sa capacité d'action sur ce terrain. » Le futur président commençait par une erreur ou un malin mensonge diplomatique à propos de l'Ua. Pour l'instant, à l'équilibre continental entre démocraties et dictatures¹¹², l'Ua mérite bien son surnom de 'syndicat des dictateurs africains'¹¹³. En 2016, l'Onu et l'Ue, surtout l'Onu, ont laissé les principes de subsidiarité et de complémentarité donner un rôle important à l'Ua malgré le peu de résultat envisageable à ce stade. Le président de l'Ua, **Idriss Déby**, a participé à deux coups d'Etat électoraux sur 4 en 2016¹¹⁴.

La prudence amène à¹¹⁵ « considérer les capacités de l'Union africaine à intervenir en fonction de l'état d'avancement du processus de démocratisation du continent africain, et de l'équilibre du moment entre régimes démocratiques et régimes non-démocratiques », « éviter que les principes de subsidiarité et de complémentarité appliqués entre l'Ua, l'Ue et l'Onu ne soient détournés pour soutenir des régimes non-démocratiques au cours de coups d'Etat électoraux » et à « amorcer un dialogue avec l'Ua sur la qualité technique des processus électoraux, en considérant par une méthode inclusive les demandes des partis d'opposition pour accélérer la démocratisation du continent. »

L'Ue, si elle veut rester fidèle à ses principes, tant que les démocrates réels ne seront pas majoritaires à l'Ua, ne pourra éviter un long et délicat dialogue sur la qualité des processus électoraux. Ce dialogue commence sans rien brusquer¹¹⁶ : « Les progrès dans la gouvernance sont inégaux. La démocratie gagne du terrain, mais elle doit être nourrie car l'intégrité du processus électoral est souvent contestée et les changements constitutionnels ou les tentatives de permettre aux titulaires de se maintenir au pouvoir se produisent. »

A Paris, dès mi-2013, il était visible que si la vision militariste s'imposait, c'était d'abord par manque de préparation et de programme des socialistes et de leur candidat. A Paris, en 2017, tout est en place pour que l'absence d'expérience conduise aux mêmes difficultés qu'après 2012, en lien avec l'influence excessive de la sphère militaire. Le 2 mai, **Lionel Zinsou** se montrait à Paris pour soutenir Macron¹¹⁷ et parler d'un futur Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) où il voudrait siéger, mais le 5 mai il était à Libreville en entretien avec un double auteur de coup d'état électoraux¹¹⁸.

Emmanuel Macron trouvera certainement son style, et, si, sur l'Afrique, trop de continuité avec son prédécesseur est constatée, alors, les contradictions et les surprises ne tarderont pas à venir le déranger et à le pousser à s'éloigner d'une vision géopolitique affaiblie par trop d'obsolescence.

Régis Marzin, 17 mai 2017, résumé le 7 juillet 2017, publié sur R*E le 26 juillet 2017

Journaliste et chercheur indépendant spécialisé en politique africaine,

Blogueur : Regard * Excentrique, <https://regardexcentrique.wordpress.com>

¹¹¹ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/12/emmanuel-macron-son-programme-afrique-je-veux-mobiliser-plus-de-financements-pour-les-pme-locales_5110340_3212.html

¹¹² <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrique-depuis-1990/>

¹¹³ https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/03/30/apres-26-ans-de-democratisation-dictature-et-democratie-bientot-a-lequilibre-en-afrique/#_Toc447135143

¹¹⁴ Sur 4 sur 12 depuis 1990, sur 120 présidentielles en dictature depuis 1990, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrique-depuis-1990/>

¹¹⁵ <https://electionsfrance.wordpress.com/2016/10/07/gabon-lettre-a-ue-onu-et-elysee-demande-daction-des-nations-unies-et-de-lue-pour-la-democratie-au-gabon/>

¹¹⁶ 15.5.17 'Strengthen governance systems' <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=JOIN:2017:17:FIN&from=EN>, + Remarques F.Mogherini lors point presse commun au Conseil des Affaires étrangères avec Moussa Faki Mahamat, Président Commission Ua https://ec.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/26099/remarques-de-federica-mogherini-lors-du-point-presse-commun-au-conseil-des-affaires-%C3%A9tranger-%C3%A8res_en

¹¹⁷ <http://www.france24.com/fr/20170502-journal-campagne-marine-le-pen-emmanuel-macron-afrique-lr-francois-baroin>

¹¹⁸ <http://www.gabonactu.com/cherche-lionel-zinsou-chef-ali-bongo/>